

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-crise-du-capitalisme-americain-et-la-guerre-contre-l-Irak>

La crise du capitalisme américain et la guerre contre l'Irak

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : lundi 9 février 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par David North

[WSWS](#), 21 mars 2003

1. L'invasion non provoquée et illégale de l'Irak par les États-Unis est un événement des plus infâmes. Les criminels politiques à Washington qui ont lancé cette guerre, et les scélérats dans les mass médias qui se complaisent dans le bain de sang, ont couvert ce pays de honte. Des centaines de millions de gens dans tous les coins du monde sont horrifiés par le spectacle d'une puissance militaire brutale et débridée en train de pulvériser un petit pays sans défense. L'invasion de l'Irak est une guerre impérialiste dans le sens classique du terme : un vil acte d'agression perpétré dans l'intérêt des sections les plus réactionnaires et rapaces de l'oligarchie financière et industrielle américaine. Son but ouvert et immédiat est l'établissement d'un contrôle sur les grandes ressources pétrolières de l'Irak et la réduction de ce pays longtemps opprimé à un protectorat colonial des États-Unis.

Jamais depuis les années 1930, lorsque les régimes fascistes de Hitler et de Mussolini étaient au zénith de leur puissance et de leur folie, le monde n'a-t-il été confronté à un tel étalage de gangstérisme international tel que celui fourni par l'administration Bush. Le précédent historique le plus direct de la violence qui frappe présentement l'Irak est l'invasion de la Pologne en 1939. L'intention annoncée des militaires américains de lancer des milliers de missiles et de bombes sur la ville de Bagdad fait partie d'une stratégie consciente visant à terroriser le peuple irakien. Ce que les gros bonnets du Pentagone appellent la stratégie « choc et terreur » est inspirée des méthodes infâmes du blitzkrieg employées par la Wehrmacht nazie au début de la Deuxième Guerre mondiale. Voici comment un historien décrit la destruction de la Pologne par les nazis.

« Le déluge de feu et de fer qui s'est abattu sur les Polonais durant les premiers jours de septembre a laissé ce peuple malheureux dans la stupeur et un état de destruction. Au bout de dix jours, les fers de lance mécanisés allemands avaient découpé les lignes de défense polonaises pour se frayer un chemin jusqu'à Varsovie. Le gros de l'armée de l'air inadéquate polonaise avait été détruite sur le sol avant même de pouvoir entrer en action ; les avions chasseurs et les bombardiers Stuka de la Luftwaffe, fournissant un soutien tactique à la progression des troupes au sol, ont brouillé les communications polonaises et semé du haut du ciel la terreur et la destruction. 'Les Allemands', a rapporté un journaliste américain, 'écrasent aujourd'hui la Pologne comme un oeuf bouilli'. » [\[1\]](#)

Toutes les raisons données par l'administration Bush et ses complices à Londres sont basées sur des semi-vérités, des falsifications et des mensonges flagrants. Il devrait être à peine nécessaire à ce point-ci de répliquer encore une fois aux assertions voulant que le but de cette guerre soit de détruire les prétendues « armes de destruction massive » de l'Irak. Après des semaines d'inspections les plus intrusives auxquelles un pays n'ait jamais été soumis, rien de solide n'a été découvert. Les derniers rapports des dirigeants de l'équipe d'inspection des Nations Unies, Hanx Blix et Mohamed ElBaradei, réfutent en particulier les déclarations faites par le Secrétaire d'état américain Colin Powell durant son fameux discours du 5 février 2003 devant l'ONU. ElBaradei a démasqué le fait que les allégations lancées en grande pompe par les États-Unis au sujet de tentatives irakiennes d'importer de l'uranium du Niger étaient basées sur des documents forgés fournis par les services de renseignement du premier ministre britannique Tony Blair. D'autres allégations, concernant l'utilisation de tubes d'aluminium à des fins nucléaires et l'existence de laboratoires mobiles pour la production d'armes chimiques et biologiques, se sont aussi avérées sans fondement. Dès qu'un mensonge est réfuté, l'administration Bush en invente un autre. Son mépris pour l'opinion publique est telle qu'elle se soucie à peine de la cohérence de ses propres arguments.

Le dimanche 16 mars, le vice-président Richard Cheney est apparu à la télévision pour déclarer que l'Irak « a, en fait, reconstitué des armes nucléaires ». Moins de cinq minutes plus tard, il affirmait que c'était « seulement une question de temps avant qu'il [Saddam Hussein] n'acquière des armes nucléaires ». Cette contradiction flagrante entre les deux déclarations de Cheney a pu passer sans être remise en cause par l'interviewer. Il n'en demeure pas moins que l'assertion de Cheney avait déjà été réfutée par Mohamed ElBaradei, lorsqu'il a rapporté au Conseil de Sécurité

que « rien ne laisse supposer que les activités nucléaires ont repris ».

La seconde raison majeure donnée pour justifier la guerre contre l'Irak, à savoir que le régime baathiste serait associé aux terroristes d'Al Qaida, est une autre contre-vérité sur laquelle s'est rabattue l'administration Bush à mesure que les rapports de l'équipe d'inspection des Nations Unies réfutaient les allégations d'armes de destruction massive. Mais, il se trouve que la tentative de lier Hussein à Al Qaida repose sur une base encore plus branlante. Pas la moindre preuve crédible n'a été fournie par l'administration à l'appui de cette allégation.

Peut-être la plus absurde et la plus cynique de toutes les raisons fournies par l'administration Bush est celle voulant que la guerre soit menée pour apporter la démocratie au peuple irakien. C'est un thème qui a bien plu à des ignares pieux tels que Thomas Friedman, chroniqueur du New York Times, qui écrivait le 19 mars que « ça vaut la peine d'écarter Saddam Hussein et d'aider l'Irak à remplacer son régime par un gouvernement décent, responsable, qui puisse servir de modèle dans le Moyen-Orient. Non pas que l'Irak nous menace avec ses armes [ce que Friedman avait reconnu auparavant comme n'étant pas le cas], mais parce que nous sommes menacés par une série d'états arabes-musulmans faillis, qui secrètent beaucoup trop de jeunes gens qui se sentent humiliés, sans voix au chapitre et sans avenir. Nous avons vraiment intérêt à en faire nos partenaires pour le changement. »

Quel verbiage méprisable ! Le massacre de milliers d'Irakiens sous le feu des bombes est présenté comme une forme de « partenariat » !

Il faut dire quelques mots en réponse à ces assertions de « guerre pour la démocratie ». Mis à part le fait que la venue au pouvoir de l'administration Bush au moyen de la fraude électorale a constitué une défaite majeure pour la démocratie aux États-Unis, il n'y a absolument aucune raison de croire que la conquête américaine de l'Irak se traduira pour son peuple et ceux de la région en rien d'autre que plus d'oppression et de misère. Le rôle historique des États-Unis dans le Moyen-Orient est une série sanglante de crimes contre les peuples de cette partie du monde. Chacun des principaux alliés des États-Unis dans le Moyen-Orient et le nord de l'Afrique, le Maroc, l'Égypte, l'Arabie saoudite, le Koweït, la Jordanie et la Turquie, a été pointé du doigt par le Département d'état pour violation flagrante des droits de l'homme. Israël, ce prétendu modèle d'une démocratie d'inspiration américaine, impose sa domination au peuple palestinien sur la base de la terreur nue. Les méthodes de contrôle employées par les sionistes dans les territoires occupés ressemblent de plus en plus à celles utilisées par les nazis contre les Juifs de Varsovie. En Iran, un quart de siècle de brutale oppression sous une dictature installée par la CIA, après que celle-ci ait orchestré le renversement d'un gouvernement nationaliste populaire, a mené à la révolution de 1979. Le fait que le pouvoir soit tombé par la suite aux mains des fondamentalistes islamiques de droite était en grande mesure la conséquence de la destruction supervisée par la CIA de l'opposition de masse d'inspiration socialiste au régime du Shah.

Le régime de Saddam Hussein est lui-même un sous-produit des efforts meurtriers des États-Unis, dans les années 1950, 1960 et une bonne part des années 1970, visant à liquider le mouvement ouvrier socialiste qui représentait autrefois une force politique significative dans le Moyen-Orient. Le coup d'état du 8 février 1963 qui a renversé le régime nationaliste de gauche de Qasim et amené pour la première fois les Baathistes au pouvoir a été organisé avec le soutien de la CIA. Un journaliste égyptien respecté, Mohamed Haikal, a rapporté ce que lui avait dit le roi Hussein de Jordanie :

« Permettez-moi de vous dire que je sais à coup sûr que ce qui s'est passé en Irak le 8 février s'est fait avec le soutien du renseignement américain. Certains de ceux qui gouvernent maintenant à Bagdad ne le savent pas, mais moi je sais la vérité. De nombreuses réunions ont été tenues entre le parti baathiste et le renseignement américain, la plus importante au Koweït. Savez-vous que le 8 février un message radio secret transmis vers l'Irak fournissait aux hommes qui supervisaient le coup les noms et adresses des communistes là-bas afin qu'ils soient arrêtés et exécutés. » [2]

C'est dans de telles sanglantes opérations que Saddam Hussein est apparu pour la première fois en tant que figure importante au sein du mouvement baathiste. Plus tard dans sa carrière, il aura pu compter de nouveau sur la bienveillance américaine. Washington a soutenu sa purge sanglante des communistes irakiens en 1979, qui a joué un rôle crucial dans sa consolidation du pouvoir. La décision de Hussein d'aller en guerre contre l'Iran en 1980 a été encouragée par les États-Unis, qui lui ont fourni dans les huit années suivantes un soutien matériel et logistique. Une bonne partie de la réserve d'agents biologiques accumulée par Hussein dans les années 1980 était alimentée par une compagnie américaine dénommée American Type Culture Collection, basée au Manassas, en Virginie. C'était fait avec l'approbation explicite de l'administration Reagan-Bush. « ATTC n'aurait jamais pu envoyer ces échantillons à l'Irak sans l'approbation du Département de commerce pour toutes les requêtes en ce sens », a déclaré Nancy J. Wysocki, vice-présidente en ressources humaines et relations publiques chez American Type Culture Collection, organisation à but non lucratif qui constitue l'un des plus importants fournisseurs de produits biologiques dans le monde. « Ils ont été envoyés pour servir à des fins légitimes de recherche ». [3]

À part cela et d'autres détails importants de la longue et fétide relation entre les États-Unis et Saddam Hussein, l'invocation d'idéaux démocratiques pour justifier l'assaut sur l'Irak fait fi d'un principe démocratique essentiel : le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. L'invasion et la conquête du pays, et l'établissement d'un protectorat militaire sous le commandement du généralissime en puissance Tommy Franks, est en violation complète de la souveraineté nationale de l'Irak.

Aucun des arguments mis de l'avant par l'administration Bush et ses défenseurs dans les médias, mis à part leur manque de crédibilité, ne fournit une base légale pour la guerre. Il faut souligner cependant qu'avant d'attaquer l'Irak l'administration Bush avait déjà proclamé une nouvelle doctrine stratégique faisant valoir la légitimité de la guerre « préventive » ou « par anticipation ». C'est-à-dire que Washington se réservait le droit d'attaquer n'importe quel pays qu'il considérait comme une menace potentielle pour les États-Unis. Sur cette base, il n'y a pas un seul pays dans le monde qui ne puisse devenir à un moment donné la cible d'une attaque des États-Unis. Dans son discours à la nation le 17 mars, Bush a formellement invoqué cette doctrine comme la dernière justification d'une attaque sur l'Irak : « Nous passons à l'action maintenant parce que le risque de l'inaction serait beaucoup plus grand. Dans un an, ou cinq ans, la capacité de l'Irak à faire du mal à des nations libres serait décuplée. » Autrement dit, les États-Unis vont attaquer l'Irak pendant qu'il est encore sans défense, et non pas pour des actes qu'il a commis, mais pour des actes qu'il pourrait être en mesure de commettre à l'avenir à un moment donné mais non spécifié. Cette doctrine, qui est dénuée de fondement au niveau de la loi internationale, fait de la guerre et de la conquête une option légitime en politique. L'invasion de l'Irak est vue comme la première d'une série de « guerres par choix » qui sera lancée à la poursuite de l'hégémonie mondiale incontestée des États-Unis. Des rivaux potentiels doivent être détruits avant qu'ils puissent devenir une menace sérieuse.

2. La glorification sans gêne de la guerre en tant qu'instrument légitime de la realpolitik impérialiste mondiale représente une horrificante régression politique et morale. Des éléments significatifs de la loi internationale ont été élaborés sur la base des expériences sanglantes de la première moitié du vingtième siècle. Le carnage de la Première Guerre mondiale entre 1914 et 1918, qui a fait des dizaines de millions de morts, a donné naissance à une furieuse controverse pour savoir qui était responsable de l'éclatement des hostilités, la question de la « culpabilité de guerre ». Ce qui sous-tendait ce débat était l'idée essentielle que la décision d'un gouvernement de lancer et d'utiliser la guerre en tant que moyen de réalisation de certains objectifs politiques, quels qu'ils soient, était un acte criminel. Bien que les raisons sous-jacentes de l'éclatement de la guerre en 1914 étaient certainement complexes, le rassemblement d'un ensemble de faits tendait à prouver que la responsabilité principale incombait au gouvernement allemand. Ce gouvernement a décidé, pour des raisons de politique, d'exploiter l'assassinat de l'archiduc autrichien à Sarajevo d'une manière calculée pour mener à la guerre.

La question de la « culpabilité de guerre » a pris encore plus d'importance à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. La responsabilité indiscutable du Troisième Reich dans le déclenchement de la guerre en 1939 a mené les puissances alliées, dont les États-Unis étaient le représentant le plus puissant, à faire le procès des anciens

dirigeants de l'état allemand.

En formulant les principes légaux sur lesquels allaient reposer les accusations portées contre les leaders nazis à Nuremberg, le procureur général américain Telford Taylor a insisté sur le fait que le but des procès n'était pas de déterminer toutes les causes diverses de la Deuxième Guerre mondiale. Une question bien particulière était plutôt en jeu. Comme l'a écrit Taylor dans un mémorandum au procureur en chef américain, Robert Jackson : « La question de la causalité est importante et sera discutée pendant des années, mais elle n'a pas sa place dans ce procès, qui doit plutôt s'en tenir rigoureusement à la doctrine que la planification et le lancement d'une guerre d'agression est un acte illégal, peu importe les facteurs qui ont amené les accusés à la planifier et à la lancer. Des circonstances atténuantes peuvent être évoquées par les accusés devant l'histoire, mais pas devant le tribunal. » [4]

Il était bien compris en 1946 que le procès de Nuremberg établissait un précédent légal de premier ordre. Le principal objectif du procès était d'établir au cœur même de la loi internationale que la planification et le lancement d'une guerre d'agression était un acte criminel. Les représentants des États-Unis ont insisté sur ce principe et reconnu qu'il serait contraignant pour les États-Unis. Comme l'a écrit Jackson : « Si certains actes de violation de traités sont des crimes, ils sont des crimes peu importe qu'ils soient commis par les États-Unis ou par l'Allemagne, et nous ne sommes pas prêts à tracer une ligne de conduite criminelle contre d'autres que nous ne voudrions être invoquée contre nous. » [5]

La « guerre par choix » qui a été lancée par l'administration Bush n'est pas fondamentalement différente dans un sens légal des décisions et actions pour lesquelles les chefs nazis ont été jugés et pendus en octobre 1946. Le gouvernement américain le sait parfaitement, et c'est pourquoi il refuse d'accepter la juridiction de la Cour pénale internationale de La Haye.

3. Il ne fait aucun doute que les États-Unis sont l'instigateur de cette guerre. Le principal objectif de la guerre est de prendre contrôle des ressources pétrolières de l'Irak. Les tentatives de nier le rôle central du pétrole dans la campagne américaine pour conquérir l'Irak ont un relent de malhonnêteté et de cynisme. Aucune ressource naturelle n'a occupé une place aussi centrale dans les calculs politiques et économiques de l'impérialisme américain au cours du siècle passé que le pétrole et le gaz naturel. Cette préoccupation essentielle n'est pas seulement motivée par les profits des sociétés pétrolières américaines, bien que ce soit un facteur nullement négligeable. L'industrie américaine, la stabilité de la structure financière et monétaire de l'Amérique et sa position dominante dans le monde dépendent toutes d'un accès sans entraves aux vastes ressources pétrolières du Golfe persique et plus récemment du Bassin caspien.

L'histoire de la politique étrangère et de la stratégie militaire américaines au cours des trois dernières décennies peut être étudiée, d'un point de vue purement économique, comme étant une réponse au « choc pétrolier » de 1973, lorsque l'embargo sur le pétrole institué par les plus importants producteurs arabes de pétrole en réponse à la guerre israélo-arabe de cette année a fait quadrupler le prix du pétrole, secouant l'économie capitaliste américaine et mondiale. Le deuxième choc pétrolier au lendemain de la révolution iranienne de 1979 a mené à la proclamation de la doctrine Carter, qui faisait de l'accès sans entraves au Golfe persique un objectif stratégique majeur des États-Unis. C'est ce qui a préparé le terrain pour l'accumulation massive des moyens militaires américains qui a pris place sans interruption au cours des 23 dernières années.

La position mondiale des États-Unis en tant que première puissance impérialiste dépend non seulement de sa capacité à préserver son propre accès sans entraves au pétrole, mais aussi à déterminer jusqu'à quel point cette ressource naturelle qui va en diminuant est accessible à d'autres pays, notamment à ses rivaux actuels ou potentiels. L'approche prise par les États-Unis sur cet aspect géopolitique international du pétrole en tant que ressource critique a été profondément influencée par l'événement politique le plus significatif du dernier quart du vingtième siècle, la dissolution de l'URSS.

L'effondrement de l'Union soviétique a été interprétée par l'élite dirigeante américaine comme étant l'occasion d'implanter le projet impérialiste de grande envergure qui était resté impossible au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale et durant près d'un demi-siècle de guerre froide. Proclamant la venue d'un « moment unipolaire », les États-Unis se sont fixé l'objectif stratégique essentiel d'empêcher l'apparition de toute autre puissance qui pourrait défier sa position dominante dans le monde, que ce soit une Europe nouvellement unifiée, le Japon, ou potentiellement la Chine. Conscients du déclin significatif de la position américaine dans l'économie mondiale, les stratèges de l'impérialisme américain en sont venus à voir sa supériorité militaire incontestable comme étant le principal moyen par lequel les États-Unis pourraient effectuer un remodelage fondamental du monde dans leur propre intérêt. Dans ce contexte, l'utilisation de la force militaire pour établir un contrôle effectif sur les régions productrices de pétrole et sur le réseau mondial de distribution de cette ressource essentielle est passée du stade d'idée stratégique à celui de plan concret d'action.

4. Reconnaître le caractère central du pétrole dans les calculs géopolitiques des États-Unis ne signifie pas cependant qu'il fournit une explication pleine et entière de la guerre contre l'Irak et du tournant général vers le militarisme. La manière dont l'Amérique ou un autre pays capitaliste identifie et définit ses intérêts critiques, et les moyens par lesquels elle cherche à les préserver, n'est pas simplement le fruit de calculs économiques. Ces calculs, aussi critiques soient-ils, sont fondamentalement influencés par toute la structure et la dynamique interne de la société en question. De ce point de vue, l'invasion de l'Irak est la manifestation de contradictions sociales et politiques profondes et malignes au sein du corps politique américain.

Il n'existe pas de barrière impénétrable séparant la politique intérieure de la politique étrangère. Elles représentent des éléments intimement liés de la politique de classe élaborée par la couche dominante de l'élite dirigeante. Bien que sujette à la pression continue de forces économiques globales, la politique étrangère poursuivie par l'élite dirigeante reflète, complète et projette ses intérêts internes essentiels.

Près de 60 ans ont passé depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Une étude de cette période révèle très clairement la corrélation entre la politique intérieure et la politique étrangère. Ces 60 ans peuvent être séparés en deux périodes. Durant les 30 premières années, entre 1945 et 1975, la tendance prédominante dans la politique intérieure américaine était celle de la réforme sociale libérale. Dans sa politique étrangère, la bourgeoisie américaine préconisait une version de l'internationalisme libéral s'appuyant sur diverses institutions multilatérales. Bien entendu, ces institutions servaient ce que la classe dirigeante américaine considérait comme ses intérêts à long terme. De plus, la tendance prédominante à une adaptation et à un compromis avec l'Union soviétique a toujours été combattue par de puissantes sections de la classe capitaliste ; et même dans le cadre du compromis la bourgeoisie américaine défendait âprement, allant jusqu'à faire la guerre, ce qu'elle jugeait être ses intérêts globaux. Mais dans le contexte de l'immense expansion de l'économie après la Deuxième Guerre mondiale, le capitalisme américain considérait le libéralisme social chez lui et l'internationalisme libéral (et anticommuniste) comme étant la politique la plus sage à suivre.

La fin de cette ère libérale a été préfigurée par l'affaiblissement de l'ordre économique mondial qui avait été établi en 1944 (le système de Bretton Woods). Son effondrement en 1971 suite à la fin de la convertibilité dollar-or a ouvert une période d'instabilité économique internationale avec une inflation sans précédent et de déclin prolongé du taux de profit aux États-Unis.

La détérioration du climat économique général dans le monde a provoqué un changement fondamental dans la politique intérieure et étrangère de la classe dirigeante américaine. Aux États-Unis, une politique sociale auparavant orientée vers une redistribution limitée des richesses et une certaine réduction de l'inégalité sociale fit demi-tour. L'élection de Reagan à la présidence en 1980 fut suivie de réductions majeures de l'impôt pour les Américains les plus fortunés, de coupures massives dans les dépenses sociales destinées à soulager le sort des Américains les plus pauvres, et d'un assaut général sur les syndicats.

La composante internationale de cette politique fut la répudiation de la « détente » avec l'Union soviétique et l'intensification générale de la pression militaire contre les mouvements nationaux du « Tiers-Monde » qui étaient considérés comme un obstacle à la poursuite des intérêts globaux de l'Amérique.

5. Les politiques agressives de l'impérialisme américain ont produit les conséquences désirées : aux États-Unis, le niveau de vie de la classe ouvrière a soit stagné ou régressé ; dans le soi-disant « Tiers-Monde », il y a eu une horrible détérioration des conditions de vie de centaines de millions de gens. Pour la classe dirigeante et les sections les plus fortunées de la classe moyenne, ces politiques ont amené des gains auxquels elles ne pouvaient qu'avoir rêvés. Un taux salarial à la baisse aux États-Unis, une réserve inépuisable de main-d'œuvre à bon marché outre-mer, et la disponibilité de denrées à bas prix, ont produit l'environnement idéal pour le boum massif des marchés boursiers dans les années 1990 (lequel, rappelons-le, a commencé au lendemain de la première Guerre du Golfe de 1991).

La stabilité économique du capitalisme américain et, allant de pair avec elle, les grosses fortunes accumulées par l'élite dirigeante au cours du boum spéculatif à Wall Street sont devenues inextricablement liées à un taux salarial à la baisse aux États-Unis et à l'offre continue outre-mer de matières premières à bas prix (le pétrole en particulier) et de main-d'œuvre pas chère. L'enrichissement ahurissant de l'élite dirigeante américaine au cours de la dernière décennie et la misère horrible de l'Amérique latine, de l'Afrique, de l'Asie et de l'ancienne URSS sont des phénomènes interdépendants. Si un mathématicien s'adonnait à l'étude du rapport existant entre l'accumulation de richesses aux États-Unis et les conséquences sociales des bas prix des denrées et de l'exploitation à outrance de la main-d'œuvre outre-mer, il pourrait être en mesure de déterminer combien de millions de morts prématurées ont été collectivement nécessaires en Afrique, en Asie, en Eurasie et en Amérique latine pour produire un nouveau milliardaire à Wall Street.

L'élite dirigeante américaine est loin d'ignorer le rapport existant entre sa propre richesse et l'exploitation et le pillage de la grande masse de la population mondiale. Ce rapport a créé la base objective d'un soutien social pour la barbarie impérialiste au sein du milieu vocal, stupide et arrogant des nouveaux riches formé par le boum spéculatif des années 1980 et 1990. Ce sont ces éléments sociaux corrompus qui dominent les mass médias et donnent à la presse télévisée et écrite son caractère particulièrement égocentrique et réactionnaire. L'insolente glorification du militarisme américain dans les mass médias reflète la correspondance entre les intérêts propres de cette couche et les ambitions géopolitiques de l'impérialisme américain. C'est ainsi qu'un certain Thomas Friedman du New York Times, qui incarne le point de vue du nouveau riche pro-impérialiste, peut écrire sans la moindre gêne : « Je n'ai aucun problème avec une guerre pour le pétrole. »

La guerre contre l'Irak promet d'être une mine d'or pour l'élite dirigeante. Comme l'explique Stratfor, un site internet très au fait des buts stratégiques du gouvernement américain : « Les plus grands gagnants du conflit qui menace seront les investisseurs disposés à mettre la main sur des biens à bon marché. Des étrangers familiers de la région et de ses pratiques d'affaires, pourvus de contrats là-bas et prêts à tolérer un niveau de risques, ne manqueront pas d'occasions d'investir dans tous les domaines, des télécommunications à la production manufacturière [P]our des investisseurs bien informés pouvant prendre un risque, l'occasion sera sublime. »

Tel est, en résumé, le but de l'opération « Liberté de l'Irak » !

6. Le fait que de tels mots puissent être mis sur papier atteste du niveau quasi indescriptible de corruption et de dégradation morale qui règne au sein de l'élite des États-Unis. En dernière analyse, l'ampleur de la corruption, qui s'est répandue par métastase dans toute la société bourgeoise, est un phénomène social ayant de profondes racines objectives. La crise croissante du système capitaliste, qui trouve son expression la plus critique et essentielle dans le déclin prolongé des taux de profit dans l'industrie manufacturière de base, a généré un environnement qui encourage toute forme de fraude. Des membres de conseils d'administration, n'ayant aucune confiance dans la croissance à

long terme de la valeur véritable des biens pour lesquels ils sont prétendument responsables, se consacrent entièrement à leur propre enrichissement à court terme. Là où des profits ne peuvent être créés de façon légitime, ils sont concoctés en trafiquant les registres. La science de la gestion, une vraie avancée du milieu des affaires américains dans la première moitié du vingtième siècle, a dégénéré dans l'art de la fraude et de l'appropriation illicite de fonds.

7. L'administration Bush n'est rien d'autre que l'expression politique concentrée de cet excrément social. Son vice-président, M. Richard Cheney, partage son temps entre la supervision d'un gouvernement secret et de la représentation pour Halliburton, qui continue de lui payer plus d'un demi-million de dollars par année. Le secrétaire de l'Armée, M. Tom White, est un ancien haut dirigeant de Enron. M. Richard Perle, qui a beaucoup influencé la politique irakienne de l'administration, tient des réunions secrètes d'affaires avec le marchand d'armes Khashoggi. Quant au président lui-même, l'élévation à la tête de l'état de cette nullité, dont la caractéristique la plus notable est le sadisme personnel, sera vue par les historiens futurs comme l'expression de la dégradation morale et intellectuelle de la classe dirigeante américaine. Une classe ayant pu choisir M. Bush pour la diriger est une classe qui, au sens figuré comme au sens propre, a perdu la tête.

8. Mais il existe toujours, malgré tout, un monde réel. Sous le brillant et l'extravagant, la crise du capitalisme américain assume des proportions gigantesques. Des 50 états de l'Union, plus de la moitié sont au bord de la faillite. Le réseau essentiel de l'assistance sociale se désintègre. Le système scolaire est en lambeaux. Si l'on définissait un illettré comme celui qui ne peut écrire un paragraphe sans une faute de grammaire, il faudrait considérer plus de trois quarts des Américains comme étant analphabètes. Le réseau de la santé est dépourvu de fonds et les services subissent des réductions drastiques. Des industries entières font face à l'écroulement. D'ici moins d'un an, une bonne partie des compagnies aériennes américaines aura cessé d'exister. Le détournement massif de ressources pour financer une baisse d'impôt pour les sections les plus fortunées de la population menace de rendre la nation insolvable. Le niveau de l'inégalité sociale dépasse de loin celui de n'importe quel autre grand pays capitaliste. Un pourcentage effarant des richesses de la nation se retrouve entre les mains des deux pour cent les plus fortunés de la population. Une étude de Kevin Phillips a établi que le revenu annuel des 14.000 familles les plus riches dépasse celui des 20.000.000 de familles les plus pauvres.

9. Il est impossible d'éviter la conclusion que l'évolution militariste extrême de la politique étrangère américaine est en large mesure une tentative de l'élite dirigeante de faire face aux dangers posés par le taux croissant des tensions sociales au sein même des États-Unis. Le militarisme remplit deux fonctions critiques : premièrement, la conquête et le pillage peuvent fournir, au moins à court terme, des ressources additionnelles qui peuvent améliorer la situation économique ; deuxièmement, la guerre est un moyen de détourner la pression sociale interne vers l'extérieur.

10. Mais ces « bénéfices » à court terme ne peuvent guérir les maux économiques et sociaux qui frappent l'Amérique. Même si les États-Unis obtiennent une victoire militaire rapide en Irak, la crise sociale et économique de l'Amérique va continuer sur la voie du pourrissement. Aucune de ses institutions, qu'elles soient économiques, sociales ou politiques, n'est équipée pour répondre d'une façon la moindrement positive à la crise générale de la société américaine.

La guerre elle-même représente la faillite totale de la démocratie américaine. Une petite clique de conspirateurs politiques, munis d'un projet caché et arrivés au pouvoir sur la base de la fraude, a jeté le peuple américain dans une guerre qu'il ne comprend pas et ne désire pas. Mais il n'existe absolument aucun mécanisme politique en place par lequel pourrait s'exprimer l'opposition à la politique de l'administration Bush, c'est-à-dire à la guerre, à la violation des droits démocratiques, à la destruction des services sociaux et à l'assaut sans relâche sur le niveau de vie de la classe ouvrière. Le parti démocrate, cadavre puant du libéralisme bourgeois, est profondément discrédité. Des masses de travailleurs se retrouvent sans la moindre représentation politique.

11. Le vingtième siècle n'a pas été vécu en vain. Ses triomphes et ses tragédies ont légué à la classe ouvrière des leçons politiques qui n'ont pas de prix, dont la plus importante est la compréhension de la signification et des implications de la guerre impérialiste. Celle-ci est avant tout la manifestation de contradictions nationales et internationales qui ne peuvent trouver une issue par les voies « normales ». Quel que soit le résultat du stade initial du conflit qui a commencé, l'impérialisme américain a pris un rendez-vous avec le désastre. Il ne peut conquérir le monde. Il ne peut réimposer des chaînes coloniales aux masses du Moyen-Orient. Il ne trouvera pas dans la guerre une solution viable à ses maladies internes. Au contraire, les difficultés imprévues et la résistance montante engendrées par la guerre vont intensifier toutes les contradictions internes de la société américaine.

Quoi qu'en disent les sondages d'opinion, qui ne sont pas plus crédibles que n'importe quel autre produit des mass médias, il existe déjà une opposition substantielle et croissante à la guerre. Les manifestations tenues à la veille de la guerre étaient plus importantes que tout ce qui a pu être tenu au faîte du mouvement anti-guerre durant l'ère du Vietnam. Et surtout, les manifestations tenues aux États-Unis ont pris place dans le cadre d'un large mouvement international contre la guerre. Ceci exprimait l'apparition d'une toute nouvelle qualité dans la conscience sociale : le sentiment croissant que les grands problèmes sociaux de notre époque exigent des solutions internationales et non simplement nationales. Ce sentiment doit être nourri et renforcé par la construction d'un nouveau mouvement politique de masse de la classe ouvrière.

Le week-end des 29 et 30 mars prochains, le World Socialist Web Site et le Parti de l'égalité socialiste organisent une conférence publique. Sa tâche sera de faire une évaluation préliminaire des conséquences de la guerre, et d'élaborer le programme international et socialiste sur lequel doit se baser la lutte contre l'impérialisme et le militarisme.

Post-scriptum :

Notes :

[1] Gordon Wright, *The Ordeal of Total War 1939-1945* (New York, 1968), p. 17.

[2] Hanna Batatu, *The Old Social Classes and the Revolutionary Movements of Iraq* (Princeton, 1978), pp. 985-86.

[3] *The New York Times*, 16 mars 2003.

[4] Telford Taylor, *The Anatomy of the Nuremberg Trials* (New York, 1992), pp. 51-52.

[5] *Ibid*, p. 66